

Chasse aux migrants, chasse aux citoyens solidaires : quand l'humanité devient un délit...

Malgré les annonces, une politique de l'immigration toujours plus répressive...

Monsieur Eric Besson, « *Ministre de l'identité nationale* », a déclaré récemment à Calais avoir été « *ému* » par la situation des migrants et vouloir « *humaniser* » une « *politique de fermeté* » (sic).

Quelques jours plus tard, à Norrent-Fontes (Pas-de-Calais), ont été arrêtés 13 migrants originaires d'Erythrée, et avec eux une femme de 59 ans dont la maison a été perquisitionnée et qui a été retenue pendant neuf heures d'affilée pour leur être venue en aide. Un autre militant de Boulogne-sur-Mer a été arrêté le même jour dans les mêmes conditions. Tous deux ont été interrogés dans le cadre d'une affaire d'« aide au séjour irrégulier en bande organisée ».

Il ne s'agit pas, loin de là, d'un acte isolé : Monsieur Besson a programmé les moyens budgétaires d'une politique organisée de poursuite des « aidants ».

Le Comité central de la Ligue des droits de l'Homme, réuni le 7 mars 2009, exprime son entier soutien aux militants de la solidarité de plus en plus souvent menacés et poursuivis pénalement pour avoir obéi à leur conscience en secourant les victimes de la chasse aux migrants.

Il appelle tous les citoyens de ce pays à se faire eux aussi « délinquants de la solidarité » pour ne pas laisser traiter comme des criminels celles et ceux qui défendent les droits fondamentaux et la dignité humaine.